



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral des assurances sociales OFAS

Supplément 6 aux Directives sur la perception des cotisations dans l'AVS, AI et APG (DP)

Valable dès le 1^{er} janvier 2026

318.102.04 f DP S6

11.25

Avant-propos au supplément 6, valable dès le 1^{er} janvier 2026

Le présent supplément introduit trois nouveaux éléments, avec entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2026.

D'une part, le catalogue des employeurs devant verser des cotisations sur les revenus de minime importance (Art. 34d, al. 2, let. b, RAVS) est complété par 4 nouvelles catégories dans les domaines de la culture et des médias : les chœurs, les entreprises de design, les médias et les musées (notamment n^{os} 2142 et 2143).

D'autre part, le nouvel art. 41^{bis}, al. 1, let. g, RAVS introduit un cours spécifique d'intérêts moratoires en cas de bénéfices de liquidation après cessation de l'activité indépendante (notamment, n^{os} 4039.2 ss).

En outre, le n° 6012.2 définit les conditions requises pour le retrait d'une poursuite.

Pour le surplus, ce supplément contient quelques renvois, clarifications rédactionnelles ainsi que la correction de petites erreurs.

Les modifications sont assorties de la mention 1/26.

Abréviations

LAFam	Loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales et les aides financières allouées aux organisations familiales (Loi sur les allocations familiales, RS 836.2)
Sélection de l'OFAS	Jurisprudence du Tribunal fédéral relative au droit des cotisations AVS sélectionnée par l'OFAS

1044 Pour le calcul et la fixation des cotisations des salariés
ex-1042 dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser, les règles valant pour les indépendants ([art. 22 à 27 RAVS](#)) s'appliquent par analogie ([art. 16, al. 1, RAVS](#))¹. Toutefois, le taux de cotisation valant pour les cotisations salariales est applicable et ils sont assurés auprès de l'assurance chômage ainsi qu'affiliés auprès d'une caisse d'allocations familiales.

2036 Pour déterminer si des versements de salaires arriérés
ex-2034 (p. ex. des bonus) sont ou non soumis à cotisations, il y a
1/25 lieu de se fonder sur le droit en vigueur dans la période à laquelle le salaire arriéré se rapporte (principe *retenant l'année* pour laquelle le salaire est dû = Bestimmungsprinzip)². Dans un contexte international, il convient d'examiner, en application des prescriptions relatives à l'assujettissement à l'assurance (cf. DAA), si un paiement de salaire ultérieur doit être entièrement ou seulement proportionnellement soumis à cotisations sociales en Suisse.

2133 L'exemption d'un salaire minime n'est pas cumulable
ex-2123+2128.7 avec :
1/26 – la déduction d'une franchise pour rentiers au sens de l'[art. 6^{quater} RAVS](#) ;
– l'exemption de la solde allouée pour les tâches essentielles du service du feu selon l'[art. 6, al. 2, let. a, RAVS](#) en corrélation avec l'[art. 24, let. f^{bis}, LIFD \(art. 34d, al. 4, RAVS\)](#). Concernant le montant de la solde, voir le n° 2201 DSD.

1/26 2.9.3 Emplois dans des ménages privés ainsi que dans les domaines de la culture et des médias

¹	23	mars	1984	RCC	1984	p.	455	ATF	110	V	71
²	26	septembre	1984	RCC	1985	p.	42	ATF	110	V	225
	4	octobre	1985	RCC	1986	p.	129	ATF	111	V	161
	6	novembre	2012	9C_648/2011				ATF	138	V	463
	24	janvier	2013	Sélection de l'OFAS – n° 39				ATF	139	V	12
	14	juin	2021	9C_86/2021				–			

1/26 **B. Domaines de la culture et des médias**

- 2142
ex-2128.4
1/26 Les cotisations dues sur le salaire des personnes employées par les employeurs suivants :
- producteurs de danse et de théâtre,
 - orchestres,
 - chœurs,
 - producteurs dans le domaine phonographique et audiovisuel,
 - radios et télévisions,
 - médias électroniques et imprimés,
 - entreprises de design,
 - musées,
 - écoles dans le domaine artistique,
- doivent être versés dans tous les cas, quel que soit le montant du salaire ([art. 34d, al. 2, let. b, RAVS](#)). La liste des employeurs concernés est exhaustive.
- 2143
ex-2128.5
1/26 Ne sont pas considérés comme des producteurs dans le domaine phonographique et audiovisuel, notamment les organisateurs de festivals ou de happenings, les clubs de nuit et les centres de jeunesse.
- Ne sont pas assimilés à un orchestre ou à un chœur : les églises, les centres ou associations culturels dont les activités, conformément aux statuts, dépassent la simple gestion d'un orchestre ou d'un chœur (par exemple la promotion de la musique populaire).
- 4008
ex-4040
1/26 Le délai commence à courir :
- le premier jour qui suit la période de paiement ([art. 41^{bis}, al. 1, let. a, RAVS](#) : p. ex. le 1^{er} février pour les cotisations paritaires de janvier ou le 1^{er} juillet pour les acomptes de cotisations personnelles pour le 2^e trimestre [voir [art. 34, al. 1, let. a, RAVS](#)]) ;
 - le premier jour qui suit la facturation ([art. 41^{bis}, al. 1, let. c, e, et g, RAVS](#)) ; le jour de la facturation n'est pas pris en compte ;
 - le 1^{er} janvier qui suit le terme de la période de décompte ([art. 41^{bis}, al. 1, let. d, RAVS](#)) ;

- le premier jour qui suit la réception du décompte établi en bonne et due forme (le jour de la réception du décompte n'est pas pris en compte ; [art. 41^{ter}, al. 3, RAVS](#)).

4009

ex-4041

1/26

Le délai cesse de courir :

- le 30^e jour qui suit la période de paiement ([art. 41^{bis}, al. 1, let. a, RAVS](#); p. ex. pour les cotisations paritaires du mois de janvier, le 2 mars ou le 1^{er} mars pour les années bissextiles pour les cotisations paritaires du mois de janvier (voir [art. 34, al. 1, let. a, RAVS](#)) ou pour les acomptes de cotisations du 2^e trimestre [voir art. 34, al. 1, let. b, RAVS], le 30 juillet ;
- le 30^e jour après la facturation ([art. 41^{bis}, al. 1, let. c, e et g, RAVS](#) ; p. ex. le 14 août si la facturation a eu lieu le 15 juillet) ;
- le 30^e jour qui suit le terme de la période de décompte, c'est-à-dire le 30 janvier ([art. 41^{bis}, al. 1, let. d, RAVS](#)) ;
- le 30^e jour qui suit la réception du décompte en bonne et due forme ([art. 41^{ter}, al. 3, RAVS](#) ; p. ex. le 11 février si le décompte arrive le 12 janvier).

4010.1

ex-4042

1/26

Pour le délai au sens de l'[art. 41^{bis}, al. 1, let. f, RAVS](#) (acomptes inférieurs d'au moins 25 %), voir n^{os} 4036 ss.
 Pour le délai d'annonce au sens de l'[art. 41^{bis}, al. 1, let. g, RAVS](#) (bénéfices de liquidation), voir n^{os} 4039.2 ss.

4017

ex-4008

1/26

Les intérêts moratoires courent du terme de la période de paiement :

- jusqu'au paiement intégral ([art. 41^{bis}, al. 1, let. a, et al. 2, RAVS](#)), jusqu'à la délivrance de l'acte de défaut de bien définitif ([art. 149, al. 4, LP](#)) ou jusqu'à l'ouverture de la faillite ([art. 209 LP](#)) ou encore jusqu'à l'octroi du sursis concordataire sauf si le concordat en dispose autrement ([art. 297, al. 3, LP](#)) ;
- ou, à défaut, jusqu'à la date de la facturation ([art. 41^{bis}, al. 2, 1^{ère} phrase in fine, RAVS](#)).

4018

ex-4009

1/26

Sont considérées comme réclamées pour des années antérieures les cotisations que la caisse de compensation réclame selon l'[art. 39 RAVS](#) pour une année antérieure, lorsqu'elle apprend que le débiteur de cotisations n'a pas

payé de cotisations ou n'en a payé qu'une partie. Sont réservées les dispositions spéciales concernant les bénéfices de liquidation (cf. n^{os} 4039.2 ss).

4022
ex-4010
1/26

Ne sont pas considérés comme des réclamations de cotisations arriérées, pour des années antérieures, notamment :

- *l'adaptation d'acompte*, s'agissant
 - des cotisations paritaires ([art. 35, al. 2, RAVS](#)) et
 - des cotisations personnelles ([art. 24, al. 3, RAVS](#)) ;
- *le paiement du montant exact d'une période de paiement*, s'agissant des cotisations paritaires (procédure soumise à autorisation visée à l'[art. 35, al. 3, RAVS](#) ; [art. 41^{bis}, al. 1, let. a, RAVS](#)) ;
- *l'affiliation rétroactive*, s'agissant des réclamations d'acomptes de cotisations personnelles jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit la réalisation d'un bénéfice de liquidation après cessation de l'activité ([art. 41^{bis}, al. 1, let. g, RAVS](#)),
- *les créances sur la base du décompte*, s'agissant
 - des cotisations paritaires ([art. 36, al. 4, RAVS](#) ; [art. 41^{bis}, al. 1, let. c, d, RAVS](#)), et
 - des cotisations personnelles ([25, al. 2, RAVS](#) ; [art. 41^{bis}, al. 1, let. e, f, et g, RAVS](#)).

4037
ex-4025
1/26

Les intérêts moratoires sont prélevés lorsque les acomptes de cotisations facturés ou consignés dans une décision sont, le 1^{er} janvier après la fin de l'année qui suit l'année de cotisation, inférieurs d'au moins 25 % aux cotisations effectivement dues ([art. 41^{bis}, al. 1, let. f, RAVS](#)). Les cotisations effectivement dues représentent la base de calcul ou, en d'autres termes, le 100 pour cent (voir sur ce point l'exemple 2 dans l'Annexe 1)³. Sont réservées les dispositions spéciales concernant les bénéfices de liquidation (cf. n^{os} 4039.2 ss).

4039.7 1/26 Les intérêts moratoires sont prélevés lorsque les cotisations à payer sur la base du décompte ne sont pas versées dans les 30 jours à compter de la facturation ([art. 41^{bis}, al. 1, let. g, RAVS](#)).

4039.8 1/26 S'il y a prélèvement d'intérêts moratoires en vertu de l'[art. 41^{bis}, al. 1, let. g, RAVS](#), il est alors exclu de percevoir simultanément des intérêts moratoires en vertu des lettres e et f du même article sur les cotisations personnelles à payer sur la base du décompte.

1/26 **2.8.2 Cours des intérêts**

4039.9 1/26 Concernant les acomptes, les intérêts courent dès la facturation et jusqu'au paiement intégral ([art. 41^{bis}, al. 1, let. g, et al. 2, RAVS](#)), ou à défaut jusqu'au moment de la facturation sur la base du décompte.

4039.10 1/26 Concernant les cotisations personnelles à payer sur la base du décompte, les intérêts courent dès la facturation et jusqu'au paiement intégral ([art. 41^{bis}, al. 1, let. g, et al. 2, RAVS](#)), jusqu'à la délivrance de l'acte de défaut de bien définitif ([art. 149, al. 4, LP](#)) ou jusqu'à l'ouverture de la faillite ([art. 209 LP](#)) ou encore jusqu'à l'octroi du sursis concordataire sauf si le concordat en dispose autrement ([art. 297, al. 7, LP](#)).

1/26 **2. 9 Cotisations payées et dont le décompte est établi selon la procédure simplifiée conformément aux art. 2 et 3 LTN** ([art. 41^{bis}, al. 1, let. c et d, RAVS](#))

1/26 **2.9.1 Objet et prélèvement des intérêts**

1/26 **2.9.2 Cours des intérêts**

1/26 **2. 10 Suspension temporaire des intérêts moratoires liée à la pandémie du coronavirus (COVID-19)**
([art. 41^{bis}](#), [ancien al. 1^{bis}](#) et [al. 1^{ter}](#), [RAVS](#))

1/26 **2.11 Montant bagatelle**

1/26 **2.12 Délai de péremption**

4060
ex-4055
1/26 Les intérêts commencent à courir, notamment :

- le premier jour qui suit la période de paiement ([art. 41^{bis}](#), [al. 1, let. a, RAVS](#) ; p. ex. le 1^{er} février pour les cotisations paritaires de janvier ou le 1^{er} juillet pour les acomptes de cotisations personnelles pour le 2^e trimestre [voir l'[art. 34, al. 1, let. a et b, RAVS](#)]) ;
- le premier jour qui suit la facturation (le jour de la facturation n'est pas pris en compte ; [art. 41^{bis}](#), [al. 1, let. c, e, et g, RAVS](#)) ;
- le 1^{er} janvier qui suit le terme de la période de décompte ([art. 41^{bis}](#), [al. 1, let. d, RAVS](#)) ;
- le premier jour qui suit la réception du décompte établi en bonne et due forme (le jour de la réception du décompte n'est pas pris en compte ; [art. 41^{ter}](#), [al. 3, RAVS](#)) ;
- le 1^{er} janvier qui suit la fin de l'année civile pour laquelle les cotisations sont dues ([art. 41^{bis}](#), [al. 1, let. b, RAVS](#) ; p. ex. le 1^{er} janvier 2020 pour des cotisations réclamées pour 2019) ;
- le 1^{er} janvier après la fin de l'année civile qui suit l'année de cotisation ([art. 41^{bis}](#), [al. 1, let. f, RAVS](#)) ;
- le 1^{er} janvier qui suit la fin de l'année civile dans laquelle les cotisations indues ont été versées ([art. 41^{ter}](#), [al. 2, RAVS](#)).

6012.2
1/26 Après paiement intégral et examen d'une demande correspondante des personnes tenues de cotiser, la caisse de compensation, en tant que créancière, peut retirer la poursuite ou confirmer par écrit à l'office des poursuites que la créance faisant l'objet de la poursuite a été payée et qu'elle

accepte la radiation de la poursuite. En cas de récidive, des motifs valables doivent être invoqués.

9039
ex-9033
1/25

L'organe cantonal de contrôle et la caisse de compensation s'informent mutuellement du suivi des procédures ([art. 11, al. 3, LTN](#)).

Concernant la procédure de décompte simplifiée des [art. 2](#) et [art. 3 LTN](#), voir les n^{os} 2102 ss et n^{os} 4040 ss. Pour l'obligation d'annonce au sens de l'[art. 10 LTN](#), voir le n° 9033.

11^e partie : Annexes

1. Exemples intérêts moratoires et rémunérateurs

Exemple 1

Cotisations périodiques ([art. 41^{bis}, al. 1, let. a, RAVS](#))

[contenu inchangé]

Exemple 2

Acomptes inférieurs d'au moins 25 % aux cotisations effectivement dues ([art. 41^{bis}, al. 1, let. f, RAVS](#))

[contenu inchangé]

Exemple 2^{bis}

Acomptes inférieurs d'au moins 25 % aux cotisations effectivement dues ([art. 41^{bis}, al. 1, let. f, RAVS](#))

[contenu inchangé]

Exemple 3

Cotisations arriérées réclamées pour des années antérieures ([art 41^{bis}, al. 1, let. b, RAVS](#))

[contenu inchangé]

Exemple 6

Cotisations paritaires à restituer sur la base du décompte ([art. 41^{ter}, al. 3, RAVS](#))

[contenu inchangé]